

# Introduction

## La guerre, l'Europe, le monde

---

La guerre oppose les hommes au moins depuis la « révolution néolithique ». Elle est attestée alors par des peintures rupestres de combats, la multiplication des enceintes fortifiées et des traces archéologiques de massacres (Chaunu, 1993 : Camps). Ces derniers étaient souvent accompagnés d'exocannibalisme, comme à Salernes (Var) ou à Herxheim (Palatinat). Le cannibalisme rituel et partiel – limité aux parties nobles du défunt (cervelle, cœur, foie... ou ossements pilés pour certaines tribus amazoniennes) – pratiqué au sein du clan, en revanche, s'inscrivait dans les pratiques funéraires.

Elle structure l'activité humaine : « *polémos* (est) père de toutes choses » selon Héraclite. La plupart des mythologies des civilisations polythéistes (grecque, brahmanique, précolombiennes) lui accordent une place prédominante et positive. Mais le monothéisme (juif, chrétien, musulman, sikh) fait de même, à de rares exceptions près (Bouthoul, 1973). Il suscita surtout une intolérance nouvelle, tant contre les étrangers, proclamés ennemis de la vraie foi, que contre ses propres déviants, pourchassés pour « hérésie » puis athéisme (Camous, 2010).

La définition traditionnelle de la guerre, comme « absence de paix », suppose « *une lutte armée et sanglante entre groupements organisés* » (Bouthoul, 1973, p. 33) ou États, socialement admise. Elle s'avère peu satisfaisante, s'agissant d'un phénomène à la fois un et multiple, « *un véritable caméléon, qui modifie quelque peu sa nature dans chaque cas concret* » (Clausewitz, 1955, p. 69). Cela apparaît notamment dans les différentes dénominations attribuées à une bataille, voire au même conflit, expression du jugement des belligérants ou observateurs, bientôt consacrés par un choix historiographique. Faut-il parler de

guerre de Sécession, « guerre de la Rébellion », « guerre entre États » ou *Civil War*? De guerre d'Espagne, *Guerra de la Independencia*, *Guerra del Francés* ou *Peninsular War* pour désigner les affrontements de 1808-1814? Toutes ces appellations sont légitimes et n'épuisent pas la complexité des événements ; c'est pourquoi un même conflit pourra être abordé sous différents angles, à travers plusieurs chapitres.

À l'aube du XX<sup>e</sup> siècle, l'hégémonie de l'Europe – « en paix » depuis 1815 – est indéniable sur le monde, obtenue par l'emploi de la force ou la seule menace d'y recourir, la « diplomatie de la canonnière ». C'était là une situation neuve. De fait, sauf en Amérique, le premier impérialisme européen (XVI<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup> siècles) s'était contenté de comptoirs fortifiés sur le littoral ou les rives de grands fleuves, concédés par les souverains locaux et voués au commerce (épices, soie, porcelaine...) ou à la traite négrière. Cette occupation discontinuée et précaire caractérisera encore, jusqu'en 1895, l'essentiel de la colonisation portugaise en Afrique (Pélissier, 2008). D'ailleurs, jusqu'à la fin du siècle des Lumières, l'Occident n'obtint pas de suprématie terrestre sur d'autres grandes puissances dotées d'armes à feu, comme l'Empire ottoman, la Perse ou la Confédération marathe (Black, 2004). Cet équilibre s'infléchit au début du siècle suivant, puis s'effondre.

Ce n'est donc pas faire preuve d'eurocentrisme que de focaliser l'histoire des conflits du long XIX<sup>e</sup> siècle (1789-1914) sur ce continent. De fait, les divers mouvements de résistance autochtones, constatant bientôt l'échec de pratiques « magiques » de lutte, souvent héritées d'une conception ritualisée de la guerre, s'efforcèrent d'adopter et de copier celles des conquérants, dans la mesure de leurs moyens.

En Afrique, seuls le Liberia, foyer d'anciens esclaves garanti par les États-Unis depuis 1820, et l'Éthiopie (suite à ses récentes victoires sur l'Italie) restaient indépendants. Et, sous l'impulsion de Ménélik II, ce dernier pays reproduisit le mécanisme colonial en imposant sa tutelle par la force aux peuplades des confins méridionaux (les éleveurs semi-nomades surmas ou les paysans dizis...) et orientaux (tribus nomades afars et somalis).

Dans l'ensemble de l'Asie ne subsistaient que l'Afghanistan, farouche tampon entre les empires russe et anglais, le Siam, jouant le même rôle entre les possessions anglaises et françaises, le Tibet, le Bhoutan, le Népal et le Japon. Ce dernier, ouvert par la force au commerce international en 1853, puis en 1863 et 1864, appliqua les méthodes occidentales durant l'ère *Meiji*, par exemple à l'école d'officiers d'Eta Jima, un des piliers de sa puissance navale (Hill, 2003) et de son expansionnisme mimétique. En revanche, deux grandes puissances pluriséculaires, la Chine, à partir de 1858 (seconde guerre de l'opium) et l'Empire ottoman, ont été vassalisées, exploitées et « partagées » par les Occidentaux, au prix d'un fort ressentiment parmi leurs populations. Celui-ci se traduit par des révoltes sanglantes, comme celle des Boxers en 1900, dont la xénophobie constituait une motivation essentielle, et/ou des massacres récurrents « d'ennemis intérieurs » (Grecs, Arméniens, Chinois convertis).

En dépit de la déclaration Monroe (décembre 1823), l'Amérique latine n'est pas préservée des ingérences européennes ; il est vrai que les États-Unis ne sont alors qu'un nain militaire, réduits par principe à leur seule garde nationale (Domergue-Cloarec, Muracciole 2010 : Rakoto). Des aventuriers français, le comte de Raousset-Boulbon, Antoine de Tounens..., ou anglais rôdent (Venayre, 2002), songeant à se tailler principautés ou royaumes dans cet espace aux frontières encore instables, politiquement agité et riche en ressources minières au point d'incarner toujours l'*Eldorado*. L'Angleterre, principal appui financier des mouvements indépendantistes, a imposé une tutelle économique à la plupart des nouveaux pays : le Brésil était ainsi devenu sa « colonie informelle », de sorte que lord Rothschild put le menacer d'une intervention militaire en 1898, s'il ne remboursait pas ses énormes dettes (Davis, 2003). Nostalgique des piastres coloniales, l'Espagne ne renoncera que difficilement à son éviction après la défaite d'Ayacucho (09/12/1824), menant encore des tentatives ponctuelles de reconquête de ses anciennes possessions les plus rentables : le Mexique en 1829, Saint-Domingue entre 1861 et 1865, le Pérou en 1863-1866. En bon opportuniste, Napoléon III profite de

la guerre de Sécession pour tenter la création d'un empire catholique latin, d'obédience française, au Mexique (1862-1867), bafouant ici les nationalités dont il se fait le champion en Europe. Il nourrit lui aussi des arrière-pensées économiques : annexion du riche État du Sonora, développement de cultures cotonnières de substitution, indispensables aux manufactures européennes (Avenel, 1996).

Au Mexique, Juarez n'avait pu passer à l'offensive et triompher de Maximilien en 1867 que grâce au soutien matériel (livraisons d'armes et de munitions par les troupes de Sheridan cantonnées au Texas, le long de la frontière), diplomatique et financier de Washington. La même année, le secrétaire d'État (en charge des Affaires étrangères) William Seward procéda à l'achat de l'Alaska à la Russie et à l'annexion de l'île de Midway (Porch, 2002). Mais ce n'est que dans les années 1890 que l'impérialisme nord-américain, renforcé par les théories thalassocratiques de Mahan, un proche du futur président Théodore Roosevelt, s'imposera au sous-continent. L'Angleterre fut expulsée du Nicaragua en 1895, l'Espagne perdit Cuba et Porto Rico en 1898, les États-Unis acquirent la base de Guantanamo en 1903... L'ouverture du canal de Panama en 1914, résultant d'une scission de la Colombie provoquée par ses agents, symbolise cette hégémonie. Surtout après le fiasco de la tentative de Ferdinand de Lesseps, entreprise avec des ingénieurs et des capitaux français, entre 1881 et 1889.

Les explications de cette domination occidentale sont diverses. À l'époque, oubliant les « bons sauvages » ou « sages asiatiques » chers aux Lumières, on invoquait volontiers la supériorité de l'homme blanc, expression d'un racisme parfois délirant, mais le plus souvent tranquille et intériorisé. Les pères de la Constitution américaine de 1787 n'étaient-ils pas *aussi* propriétaires d'esclaves ? Un des premiers correspondants de guerre, Pedro Antonio de Alarcón, présenta une vision déshumanisée et bestiale des Marocains du Rif à travers son *Diario de un testigo de la guerra de África* (1860). Leur principal tort, à ses yeux, était d'employer embuscades et harcèlement contre ses compatriotes, bref des méthodes déloyales et sournoises. Il venait pourtant d'exalter la guérilla espagnole contre Napoléon dans

plusieurs de ses *Historietas nacionales* publiées entre 1854 et 1859... *Le Tour de la France par deux enfants* (1877), catéchisme civique de la III<sup>e</sup> République et « best-seller » (7,4 millions d'exemplaires vendus jusqu'en 1914), jugeait pour sa part « *la race blanche la plus parfaite des races humaines* »...

Feuilletonistes et romanciers finirent par s'approprier « l'idée coloniale » et la diffusèrent complaisamment dans une population européenne connaissant alors une alphabétisation accélérée. Il arrive bien à Jules Verne de dénoncer les souffrances de peuples extra-européens asservis, comme dans *La Maison à vapeur* (1880). Mais, étrangement, l'opresseur est toujours la « perfide Albion » ; le capitaine Nemo, héraut des nationalités enchaînées, est avant tout une victime de l'impérialisme britannique...

La « révolution militaire » constituerait un second argument. Impliquant renforcement de l'État et instauration d'un impôt permanent, elle était contemporaine de la première vague de colonisation. Pourtant, la défaite des empires précolombiens n'était pas tant le fait de la supériorité technologique des *conquistadores* (maîtrise du cheval, de la roue, du fer et de la poudre) que de leurs propres faiblesses structurelles. Celles-ci étaient politiques – l'hypercentralisation impliquait la potentialité de régicides, de révoltes des peuples soumis, voire d'une guerre civile –, religieuses (la croyance dans la venue de dieux *grands, blancs et barbus* tels Quetzalcóatl et Viracocha) voire biologiques, avec le choc bactériologique qui résulta de l'arrivée des Espagnols.

En fait, la révolution militaire suppose, au-delà d'innovations technologiques, des choix politiques : les Chinois connaissaient la poudre depuis le X<sup>e</sup> siècle, mais ne l'employèrent à des fins guerrières que plus de deux siècles après, précédant toutefois l'Europe dans cette voie (Black, 2012). Elle implique surtout l'adoption de nouvelles pratiques, notamment liées à l'organisation, à l'instruction et à la discipline des combattants, afin d'optimiser leur emploi (d'où, par exemple, le manuel illustré d'exercices de tir du hollandais Jacob

de Gheyn, en 1607-1608). Ces derniers points distinguaient une armée d'une horde et expliquaient les victoires presque assurées de petits groupes d'Européens confrontés à des multitudes d'indigènes, même « fanatisés ». « *Mais, tactiquement sans articulation, [celles-ci] restaient vulnérables à toute attaque organisée, déterminée, dotée d'une avant-garde puissante* » (Keegan, 1993, p. 150). Enfin, l'Occident se distingua en créant des marines de guerre permanentes ; au XVIII<sup>e</sup> siècle les autres puissances navales (régences du Maghreb, Oman...) alternaient encore négoce et guerre de course (Black, 2004).

Une troisième explication insiste sur la dimension culturelle du phénomène, dans le temps long. Pour certains auteurs (Hanson, 1990 et 2002), il existerait un « modèle occidental de la guerre », qui serait caractérisé depuis l'Antiquité grecque par le citoyen-soldat (garantie de détermination, de ténacité et surtout d'initiative) et la bataille frontale, destinée à anéantir l'ennemi. D'autres (notamment Lynn, 2004) ont critiqué à juste titre cette vision essentialiste autant qu'intangible, ainsi que ses présupposés néo-conservateurs.

Un quatrième motif de l'hégémonie occidentale serait lié au tournant libéral de son économie (Camous, 2010), partiellement responsable du sous-développement du futur tiers-monde. J'ai déjà évoqué l'endettement et la dépendance économique de l'Amérique latine, contrecoup à son émancipation politique, au début du XIX<sup>e</sup> siècle : un phénomène identique affecta après 1850 l'Empire ottoman, l'Égypte ou la Tunisie, contraintes de moderniser leur défense... Surtout, jusqu'aux premières années du XIX<sup>e</sup> siècle, le cœur du continent asiatique était égal, sinon supérieur, à l'Europe, en matière de protoindustrialisation, d'alphabétisation, de gestion étatique des catastrophes naturelles, de croissance urbaine (Chine et Japon surtout) comme de niveau de vie (Davis, 2003). Or, cette situation s'inversa au cours des décennies suivantes (cf. tableau 1).

~ Tab. 1 : La répartition du PIB mondial

	1700	1820	1890	1952
<b>Chine</b>	23,1 %	32,4 %	13,2 %	5,2 %
<b>Inde</b>	22,6 %	15,7 %	11 %	3,8 %
<b>Europe</b>	23,3 %	26,6 %	40,3 %	29,7 %

Chiffres de Angus Maddison, cités par Davis (2003, p. 320)

Le libre-échange imposa le remplacement des cultures vivrières par des monocultures d'exportation (blé, riz, coton, opium...), le déclin de l'élevage, la privatisation des forêts, des biens communaux et de la gestion de l'eau, l'abandon des traditions d'entraide locale et d'assistance étatique. Les vice-rois successifs des Indes, lords Lytton, Elgin et Curzon, maintinrent strictement cette politique, même durant les périodes de sécheresse et de famine de 1877-1879, 1889-1891 et 1899-1900, qui firent plusieurs millions de victimes, alors que se multipliaient voies ferrées et silos céréaliers... De plus, l'économie indienne fut asservie aux besoins de la métropole et finança en grande partie, grâce à une pression fiscale inédite, ses expéditions militaires contre l'Afghanistan, la Chine ou les Boers (Davis, 2003), où les contingents indiens, en outre, eurent une place prédominante.

Pour ma part, je privilégierai ici une autre piste, l'apparition d'une *idéologie de guerre totale* au cours des conflits révolutionnaires et impériaux. Formulée au sortir de la Seconde Guerre mondiale (Nef, 1949 ; Caillois, 1951), elle fut récemment soutenue par divers historiens (Guiomar, 2004 ; Bell, 2007 ; Motte, 2005 et 2008) malgré des nuances propres à chacun. Toutefois, d'autres la relativisèrent en faveur des mutations technologiques et surtout politiques apparues avec la Grande Guerre (Broers, 2008), voire l'ont rejetée en insistant sur la continuité des pratiques diplomatiques et guerrières révolutionnaires comme impériales avec celles du XVIII<sup>e</sup> siècle (Gueniffey, 2011).

Précisons d'emblée que je ne vois pas tant dans la *guerre totale* un concept, en dépit des divers paramètres détaillés dans le chapitre 1, qu'une notion relative, car dépendante des normes morales et des moyens matériels propres à une époque, et une dynamique vers un

« idéal ». En témoigne cette célèbre déclaration de Goebbels au palais des Sports de Berlin, le 18 février 1943, donc *après* Stalingrad et le déclenchement de la « solution finale ». « *Voulez-vous la guerre totale ? Est-ce que vous la voulez, si nécessaire, encore plus totale et plus radicale que nous pouvons nous l'imaginer aujourd'hui ?* ».

J'ai donc retenu une approche d'ensemble thématique, excluant l'événementiel. Le premier chapitre s'efforcera de déterminer si les guerres révolutionnaires et impériales constituèrent une mutation par rapport aux théories et pratiques antérieures (la guerre réglée d'Ancien Régime), en analysant le phénomène de *guerre totale*. Le second se focalisera sur le cas singulier de la guerre civile, notamment étudiée à travers son espace « naturel », un milieu urbain en plein essor, même si son importance tient davantage encore à ses fonctions de décision et de direction qu'à son poids démographique. En 1800, en effet, les citadins ne représentent que 8 % de la population mondiale, et à peine 10 % en 1900 (chiffres de P. Bloc-Duraffour, *Les Villes dans le monde*, Paris, A. Colin, 1998, p. 7). Le troisième détaillera les prémices de la guerre industrielle – celle qui triomphera en 1914 –, dans la période de transition scientifique et technologique que constituent les années 1850-1906. Le quatrième se concentrera sur les conflits asymétriques, opposant des armées à des adversaires pour la plupart irréguliers et *a priori* inférieurs, en particulier dans le cadre colonial. Ses premiers praticiens furent d'ailleurs des vétérans des guerres napoléoniennes, à l'instar de Bugeaud, le véritable conquérant de l'Algérie. Le dernier s'attachera aux liens entre guerre et politique, en privilégiant le dernier tiers du siècle, lors de la phase de radicalisation des nationalismes, résultat de l'avènement des masses.

**NB** : Dans la bibliographie figurent plusieurs colloques, où de nombreuses communications s'avèrent intéressantes. Pour des raisons d'espace, je les citerai ainsi, leur auteur en dernier : (Corvisier, Jacquard 1996 : Dziembowski), en invitant le lecteur à se reporter aux ouvrages. D'autre part, les sigles figurant dans le texte sont expliqués dans une table, p. 167.